

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 369/00

ÉFAI – 000782 – AMR 28/017/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

**ÉQUATEUR Pedro Geovanny Baque Tuarez  
Carlos Wilfrido Jaramillo Mera  
les familles de ces deux hommes**

Londres, le 6 décembre 2000

Des fonctionnaires de police sont actuellement jugés pour le meurtre de deux frères, et le seul témoin du crime, Pedro Geovanny Baque, a reçu des menaces de mort. D'après les informations recueillies, la police a torturé le frère des deux personnes décédées, Carlos Wilfrido Jaramillo Mera, pour le contraindre à impliquer ce témoin dans des crimes graves. Amnesty International pense que ces deux hommes et leurs proches sont en grand danger.

Carlos et Pedro Jaramillo Mera ont été tués en février 2000. Huit policiers doivent actuellement répondre de leur meurtre devant la justice.

Pedro Geovanny Baque se trouvait en compagnie des deux frères mais a survécu à l'attaque dont ils ont été victimes, et les policiers dont le procès est en cours sont également accusés de tentative de meurtre sur sa personne. Le 1<sup>er</sup> décembre, les membres de sa famille ont reçu un coup de téléphone anonyme, au cours duquel un homme a menacé de les tuer en ces termes : « *Faites attention, nous allons vous faire sauter.* »

Pedro Geovanny Baque et sa famille bénéficient maintenant de la protection des forces armées, de même que les avocats qui travaillent sur cette affaire, en raison des menaces et des actes d'intimidation dont ils ont fait l'objet. Néanmoins, les menaces se poursuivent malgré la mise en place de ce dispositif de sécurité.

Il semble également que la police tente d'intimider Pedro Geovanny Baque en l'impliquant dans des affaires de crimes. Le 3 novembre, des policiers ont apparemment rendu visite au frère des deux hommes décédés, Carlos Wilfrido Jaramillo Mera. Ils l'auraient emmené dans un poste de police, où ils l'auraient frappé au visage, sur les bras et sur les jambes, et torturé en lui infligeant des décharges électriques. Il semble qu'ils l'aient interrogé sur un vol à main armée récemment commis dans une banque, ainsi que sur l'homicide d'un policier, et qu'ils aient tenté de le contraindre à impliquer Pedro Geovanny Baque dans ces crimes.

En vertu des Principes des Nations unies relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, les autorités équatoriennes sont tenues de protéger les témoins de violations des droits humains, ainsi que les membres de leur famille, contre les violences, les menaces de violence ou toute autre forme d'intimidation. Ces principes doivent être respectés et les responsables de la mort de Pedro et Carlos Jaramillo, ainsi que de la tentative de meurtre dont a été victime Pedro Geovanny Baque, doivent être traduits en justice. C'est uniquement en prenant de telles mesures que les autorités équatoriennes pourront briser le cercle vicieux de l'impunité.

**ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Pedro Geovanny Baque Tuarez, de Carlos Wilfrido Jaramillo Mera et de leurs familles ;
- appelez les autorités à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger Carlos Wilfrido Jaramillo Mera et ses proches ;
- demandez instamment que soit menée dans les plus brefs délais une enquête efficace sur les informations selon lesquelles Carlos Wilfrido Jaramillo Mera a été torturé, que les résultats en soient rendus publics, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à ouvrir rapidement une enquête efficace sur les actes d'intimidation et les menaces dont Pedro Geovanny Baque Tuarez et ses proches ont été victimes, que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques, et que les responsables présumés soient déférés à la justice.

**APPELS À :**

**Ministre de l'Intérieur :**

Dr. Juan Manrique Martínez  
Ministerio de Gobierno y Policía  
Benalcázar y Espejo  
Quito, Équateur

**Fax :** + 593 2 580 067

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Responsable de la police nationale :**

General Inspector  
Dr. Mario Romel Cevallos Moreno  
Comandante General de la Policía Nacional  
Ramírez Dávalos 612 y Av. 10 de Agosto  
Quito, Équateur

**Fax :** + 593 2 506 066

**Formule d'appel :** *Señor Comandante General*, / Mon  
Commandant, (si vous êtes un homme) **ou** Commandant, (si  
vous êtes une femme)

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Centro de Documentación en Derechos Humanos  
"Segundo Montes Mozo S.J."  
Av. 10 de Agosto N26-57 y Gral Vicente Aguirre  
Edif. Tauro, Of. 802  
Quito, Équateur

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 17 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*